

EPLÉ : qui commande ?

Réagissant à la publication d'un audit de Bercy affirmant que l'éducation nationale «n'était pas en mesure» de mettre en oeuvre la LOLF, D. Antoine, ex-Secrétaire général du MEN, convient qu'il «faudra en effet quelques années» pour mettre «pleinement» en oeuvre la nouvelle organisation budgétaire ; deux thématiques ont structuré un récent colloque qui s'est tenu au Sénat :

- performance de l'établissement et réussite des élèves ;
- LOLF et autonomie de l'EPLÉ.

De ce colloque est ressortie l'idée que la LOLF a vocation à animer le fonctionnement des EPLÉ par la transparence qu'elle réclame et la responsabilité qu'elle implique ; une forte intervention du secrétaire général de l'académie de Grenoble a mis en valeur l'importance de l'autonomie de l'EPLÉ : «le Rectorat discute avec les EPLÉ sur des objectifs principaux dans le cadre d'un Projet académique et on construit ensemble des indicateurs et des objectifs».

Derrière, ajouta-t-il, «il faut avoir le courage de laisser des leviers d'action aux EPLÉ. C'est le chef d'établissement qui met en oeuvre et qui se voit attribuer les moyens globaux. Le chef d'établissement n'a aucun fléchage et il a toute latitude pour s'organiser». Cette contractualisation de la politique éducative renforce l'autonomie de l'EPLÉ (dans le cadre des crédits d'Etat mis à sa disposition), mais qui dit autonomie dit renforcement des pouvoirs des chefs d'établissements avec des Conseils d'administration (CA) qui n'ont rien gagné de la dernière modification du décret de 1985... Ce renforcement de l'autonomie vient de se traduire par la parution d'une circulaire qui traite de l'utilisation des reliquats des crédits d'Etat dans les EPLÉ ; dans le cadre de la LOLF – toujours elle – qui prévoit en particulier la fongibilité (asymétrique bien sûr...) et la responsabilité accrue des différents acteurs, le MEN préconise la déspecialisation des reliquats des crédits d'Etat susceptibles de demeurer inemployés et entrant dans le périmètre des crédits

globalisés ; concrètement cette autorisation porte sur toute une série de crédits d'Etat limitativement énumérés dont les reliquats de crédits pédagogiques tels que les manuels scolaires : quand on sait que les crédits pour manuels scolaires sont notoirement insuffisants, que l'Etat se désengage de plus en plus de ses responsabilités (école gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans), il y a de quoi se mettre en colère.

A quoi assiste-t-on ? L'Etat ne fournit plus aux collèges suffisamment de crédits pour changer tous les manuels scolaires quand ils sont dépassés par les changements de programmes, quand ils sont dégradés ou en nombre insuffisants... beaucoup de chefs d'établissement, devant la pénurie constatée, font voter par leur CA des prélèvements sur fonds de réserve ; il faut le dire et le redire, le principe d'autonomie né du décret de 1985 laisse l'entière responsabilité des prélèvements sur fonds de réserve au vote des CA sur proposition du chef d'établissement ; ni la tutelle administrative (inspection académique, rectorat), ni la tutelle politique (conseil général, conseil régional) ne peuvent s'opposer aux votes des CA régulièrement exprimés.

Au dernier concours interne d'AENES de Toulouse a été posé le sujet suivant :

«Y-a-t-il contradiction entre la libre administration des collectivités locales et l'autonomie des EPLÉ ?»

C'est un sujet d'une grande actualité ; d'un côté développement de l'autonomie de l'EPLÉ, de l'autre désir de plus en plus affirmé des présidents de Conseils généraux ou régionaux de tout régenter dans leur département ou région au nom du sempiternel «qui paye décide» ; le principe constitutionnel de la libre administration qui permet aux collectivités territoriales, dans le cadre du respect de la réglementation, de ne pouvoir être obligé à faire que ce qu'elle ont décidé de faire, amène des collectivités territoriales à s'opposer à des votes régulièrement exprimés par des CA d'EPLÉ ; il en va ainsi des prélèvements sur fonds de réserve votés par des CA de la Haute-Garonne pour l'achat de manuels scolaires que le Conseil général 31 refuse d'entériner...L'IA 31 ayant approuvé les décisions budgétaires modificatives (DBM) et le président du Conseil général les ayant retoquées, les DBM n'ont pu être réglées conjointement et il a fallu en passer par l'arbitrage du Préfet du département ; celui-ci a demandé son avis à la Chambre régionale des comptes (CRC) qui a rendu son avis motivé : «l'utilisation des articles A1 et A2, selon que la dépense est financée sur ressources générales ou sur ressources affectées n'implique pas que les dépenses auxquelles sont réservées le A2 (dépenses affectées) soient financées exclusivement par ces dernières à l'exclusion de toutes autres recettes».

(suite p. 15)



(suite de la p. 14)

En clair, la cour estime que l'on peut acheter des manuels scolaires sur le A1 (dépenses pédagogiques) sans que la collectivité territoriale puisse s'y opposer, la dotation de fonctionnement du CG étant une dotation globale et non affectée. Suivant l'avis de la CRC, le préfet a procédé au règlement d'office des budgets modificatifs.

Nous condamnons fortement les insuffisances de l'État qui, de désengagement en désengagement, étrangle le fonctionnement des EPLE, mais nous condamnons également l'immixtion des pouvoirs politiques locaux dans la gestion des EPLE, en particulier des collèges.

Nous combattons la troisième étape de décentralisation annoncée par certains, espérée par d'autres, parce que cette décentralisation / régionalisation participe d'une politisation de l'école et permet toutes les dérives...

L'objectif affirmé par le directeur des affaires financières du MEN est que «le budget de l'EPLE soit en harmonie et en cohérence avec les prescriptions de la LOLF. A un moment ou à un autre il faudra bien sûr associer les collectivités territoriales au débat, puisque le budget des EPLE ne retrace pas uniquement des crédits provenant de l'État». Certes mais il y a loin de la coupe aux lèvres...

Les gestionnaires placés à l'interface de l'EPLE et des collectivités territoriales ont bien des soucis à se faire.

Pierre Pieprzownik

Gestionnaire d'EPLE : un métier inutile ?

De nombreux personnels de gestion ont fait toute leur carrière dans les établissements scolaires, chaque année bon nombre de jeunes réaffirment leur choix de rester dans les établissements même si les conditions de travail se détériorent.

Cet attrait pour notre métier s'explique par la proximité avec les enseignants et les élèves, une proximité avec l'acte éducatif.

Gestionnaire d'EPLE, c'est une fonction complexe où la prise en charge de l'élève dans de nombreuses dimensions de sa vie permet de mesurer très concrètement le résultat de son action. C'est aussi une place de l'encadrement administratif où les qualités humaines requises, où le sens de l'écoute et de la négociation éloignent de l'automatisme trop souvent rencontrée dans les circuits administratifs plus centralisés.

Cet aspect fait dire à nombre de collègues que s'il est possible de spéculer sur des réformes optimisantes ou économiques en termes de postes, il faudra toujours quelqu'un pour gérer l'EPLE. Ceci induit pour certains un sentiment de sécurité, voire une valorisation de l'implication personnelle. Malheureusement les réformes déjà en cours ou en préparation laissent présager que notre administration ne partage pas cette vision et qu'elle entend modifier radicalement l'organisation des EPLE.

Gérer de plus loin avec moins de personnel est un objectif actuel comme en témoigne la charte récemment octroyée aux chefs d'établissements, qui constitue une menace pour tous les collègues exerçant en établissement. Devant la complexité croissante de nos tâches, accentuée par la décentralisation des TOS, devant la faiblesse des moyens humains qui rend de plus

en plus restreinte notre capacité à accompagner l'acte éducatif, il est plus que jamais important de rappeler notre rôle et sa spécificité. Nous y contribuerons en défendant notre attachement au service public d'éducation et en nous référant constamment aux éléments constitutifs de «l'intendance à la française» qui permettent aux élèves et aux familles de bénéficier de services dans un cadre accessible à tous avec une forte préoccupation sociale.

La qualité de technicien de la vie collective, nous l'assumons avec l'assentiment des collectivités qui ont reconnu notre expertise en choisissant la gestion directe par les EPLE de la restauration et de l'hébergement. La qualité d'acheteur public au service de l'enseignement continue également de nous être reconnue par l'Etat et les collectivités territoriales, y compris en mettant en oeuvre des procédures diverses concernant le fonctionnement, l'équipement et même l'immobilier par le biais de maîtrises d'ouvrage déléguées.

La qualité d'organisateur de la logistique éducative se manifeste aussi s'agissant de l'encadrement des ATOSS en EPLE ou de la gestion des voyages scolaires. Il nous appartient désormais de revendiquer, non pas une place que nous avons de fait, mais surtout les moyens humains pour maintenir la qualité de notre action et une reconnaissance salariale qui est loin d'être à la hauteur de la tâche accomplie.

Gestionnaire d'EPLE, loin d'être une fonction périmée, continue d'être un métier garant des valeurs du service public et de l'efficacité de l'enseignement.

Jacques Le Beuvant